



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240903-lmc1341221-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 4 septembre
2024
Date de publication : 05/09/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/490		
ACCORD MULTIPARTENARIAL CONCERNANT L'EXPLOITATION FORESTIERE GROUPEE AUTOUR DES PISTES DFCI REDIGE PAR "COFOR ALEC 83" (COMMUNES FORESTIERES DU VAR - AGENCE LOCALE ENERGIE CLIMAT) ET LE DEPARTEMENT DU VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/490

BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024

**O B J E T : ACCORD MULTIPARTENARIAL CONCERNANT
L'EXPLOITATION FORESTIERE GROUPEE AUTOUR
DES PISTES DFCI REDIGE PAR "COFOR ALEC 83"
(COMMUNES FORESTIERES DU VAR - AGENCE
LOCALE ENERGIE CLIMAT) ET LE DEPARTEMENT DU
VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU la compétence « Actions de Valorisation du Patrimoine Naturel et Paysager » acquise lors du passage en Métropole au 1^{er} janvier 2018,

VU l'étude en cours lancée par la Métropole TPM afin de réaliser un PIDAF sur l'ensemble du territoire pour avoir une vision d'ensemble du risque et des moyens à mettre en place sur l'ensemble des massifs forestiers,

VU les statuts de l'association des Communes Forestières du Var - Agence Locale Energie Locale nommée « COFOR ALEC 83 », reconnue d'intérêt général,

VU l'accord multi partenarial pour une exploitation forestière groupée autour des pistes de Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) déployé dans le Var par COFOR ALEC 83 et le Département du Var en annexe,

CONSIDERANT que la Métropole TPM au-delà des politiques stratégiques qu'elle pilote, souhaite créer des partenariats qui permettront à termes de déboucher sur des actions concrètes concertées,

CONSIDERANT que COFOR ALEC 83 et le Département du Var proposent la mise en place d'une démarche visant à inciter les signataires à s'engager dans une dynamique vertueuse permettant de concilier les enjeux de la gestion forestière avec les enjeux de la DFCI par la concertation des différents acteurs à toutes les étapes du processus (chantiers d'exploitation forestière et/ou DFCI),

CONSIDERANT que cette démarche permettra un engagement des signataires sur :

- promouvoir une exploitation forestière groupée qui porte sur des propriétés multiples (association forêt publique et privée),
- contribuer à une démarche concertée avec le maître d'ouvrage PIDAF permettant la coordination entre l'exploitation forestière et les travaux prévus dans le cadre du PIDAF,
- insuffler une opération exemplaire qui limite l'impact paysager et environnemental des coupes, tout en garantissant une gestion durable,

CONSIDERANT que la Métropole a toujours été soucieuse de préserver son environnement naturel et que les travaux réalisés aient le moins d'impact possible sur le paysage pour une meilleure acceptabilité,

CONSIDERANT que la signature du présent accord multi partenarial permettra de répondre à l'ensemble de ces objectifs,

CONSIDERANT que ce partenariat a déjà emporté l'adhésion de plusieurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, du Parc National de Port Cros, de la Région, du Préfet, du Service Départemental d'Incendie et de Secours, de l'Office National des Forêts, etc,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la signature de l'accord multi partenarial concernant l'exploitation forestière groupée autour des pistes DFCI déployé dans le Var par la COFOR ALEC 83 et le Département du Var.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

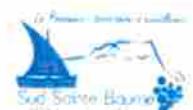


ACCORD MULTI PARTENARIAL



Exploitation forestière groupée autour des pistes DFCI

Accord multipartenarial de déploiement dans le Var





PRÉAMBULE

Dans le Var, la forêt occupe une **place** prépondérante du territoire avec une superficie de près de 65 %.

La forêt varoise se définit par son **caractère** éminemment multifonctionnel, remplissant des missions **diverses** et de première nécessité pour le territoire : réserve de biodiversité, qualité des paysages, attractivité touristique, protection des sols et des **réserves** en eau, accueil du public, dynamique **économique** (**filières forêt-bois**, pastoralisme...).

Parfois contradictoires, souvent complémentaires, ces différentes fonctions se doivent d'être mises en synergie afin de maintenir l'équilibre écologique et **socio-économique** du territoire. Aussi, la mise en place d'une gestion forestière **multifonctionnelle** et durable des massifs s'impose comme une nécessité, tant pour leur développement que pour leur préservation, notamment vis-à-vis du risque incendie.

Dans cette perspective, la démarche proposée ci-dessous a pour ambition de participer à cette recherche d'équilibre en favorisant une plus grande complémentarité entre les enjeux d'exploitation forestière, de défense des forêts contre l'incendie et de préservation des milieux naturels, tout en répondant aux exigences suivantes :

- **Garantir la pérennité des pistes DFCI** utilisées pour l'exploitation forestière grâce à une meilleure coordination des acteurs ;
- **Améliorer l'efficacité des ouvrages de lutte contre l'incendie**, en diminuant le volume de biomasse combustible à proximité ;
- **Encourager et organiser la gestion durable des massifs**, tout en permettant une valorisation **économique** de la forêt ;
- **Répondre à un besoin croissant en approvisionnement de bois** lié à l'essor nouveau de la filière forêt bois dans le Var, sans en dénaturer l'identité patrimoniale et paysagère ;
- **Faciliter la gestion forestière en forêt privée morcelée** par la mise en place d'opérations mutualisées et économiquement rentables ;
- **Favoriser une meilleure acceptation sociale des coupes de bois** grâce à des modalités de prélèvement moins impactantes et à l'encadrement des pratiques sylvicoles et du transport



EXPOSÉ DES MOTIFS

Ces **dernières** années, la demande en bois s'est accrue dans le département du Var, entraînant l'essor des chantiers d'exploitation forestière, tant en forêt privée qu'en forêt **publique**.

Ces chantiers utilisent régulièrement le réseau des pistes DFCI pour assurer la **vidange** des bois.

Or, ces pistes sont avant tout des ouvrages de Défense des Forêts Contre les Incendies (DFCI) qui dépendent d'un maître d'ouvrage ayant en charge leur maintien en conditions **opérationnelles** pour permettre l'intervention des pompiers en cas d'incendie.

Dès lors, il apparaît nécessaire de mettre en place des opérations concertées, entre gestionnaires forestiers et maîtres d'ouvrage PIDAF, afin de **promouvoir** notamment, des **chantiers d'exploitation** forestière vertueux et encadrés, permettant de mieux mobiliser la ressource (regroupement), de garantir la **pérennité** des fonctions opérationnelles des pistes DFCI (limiter les risques de dégradations, éliminer les rémanents ...) tout en renforçant leur efficacité (diminution de la biomasse combustible).

Des opérations pilotes ont été menées depuis 2018 (La Môle, Les Mayons, Carnoules...) et ont permis de mettre au point les outils facilitant ce type de chantier.

Il est désormais proposé de fédérer les **différents** acteurs impliqués avec la signature d'un accord multipartenarial, destiné à entériner la démarche et à la déployer sur **l'ensemble** des massifs forestiers varois.

ARTICLE 1

Périmètre de la démarche

Le périmètre de cet accord multipartenarial est le territoire du département du Var avec une priorité accordée aux secteurs à fort enjeu DFCI.

ARTICLE 2

Objectifs de la démarche

Cette démarche vise à inciter les signataires à s'engager dans une dynamique vertueuse permettant de concilier les enjeux de la gestion forestière avec les enjeux de la DFCI par la **concertation des différents acteurs à toutes les étapes du processus** (chantiers d'exploitation forestière et/ou DFCI).

ARTICLE 3

Cadrement de l'opération

Les signataires s'engagent à promouvoir et à favoriser la mise en place de chantiers d'exploitations concertés répondant aux critères suivant :

- **Une exploitation forestière groupée qui porte sur des propriétés multiples**, pouvant associer forêt publique et forêt privée. Ce regroupement implique la coordination des périodes d'exploitation. Toutefois, la mutualisation peut également s'étendre aux moyens d'exploitation, de transport et de commercialisation ;
- **Une démarche concertée avec le maître d'ouvrage PIDAF** (qui coordonne l'exploitation forestière aux travaux prévus dans le cadre du PIDAF), en définissant, notamment, les mesures particulières nécessaires pour limiter la dégradation de la bande de roulement ;
- **Une opération exemplaire** qui limite l'impact paysager et **environnemental** des coupes et qui met en œuvre une gestion durable, contribuant à faciliter leur acceptabilité.

ARTICLE 4

Engagements des partenaires

Dans le cadre de cet accord multipartenarial, les signataires s'engagent à promouvoir et à mettre en œuvre les actions suivantes.

ENGAGEMENTS COMMUNS

- Promouvoir des opérations groupées pour les chantiers d'exploitation par pistes DFCI.
- Programmer et organiser les chantiers **d'exploitation** en concertation préalable avec les attentes du SDIS et en coordination avec le MO PIDAF.
- Utiliser, voire enrichir, les outils techniques et organisationnels développés dans ce cadre (Cf Annexes).
- Respecter les réglementations générales et locales en vigueur dont le *"Guide des équipements DFCI du Var"* et *l'Arrêté du 19.06.1991 réglementant la gestion forestière des terrains débroussaillés ou pouvant être débroussaillés par les collectivités publiques*.
- Participer à une réunion annuelle de retour d'expérience sur la mise en œuvre de cet accord et de lancement de nouveaux chantiers de ce type.

ENGAGEMENTS PARTICULIERS

L'Office National des Forêts

(Gestionnaire de la forêt publique)

- Participer à la réunion annuelle et informer les participants sur les coupes prévisionnelles publiques/privées, en lien avec le CNPF. Coordonner le calendrier d'exploitation avec le maître d'ouvrage PIDAF et le ou les responsables de l'exploitation en forêt privée.
- Mutualiser (autant que possible) l'exploitation et la commercialisation des bois avec les **intervenants** de la forêt privée, pour un meilleur bilan économique du chantier.
- Réaliser un état des lieux de la piste DFCI, avant et après chantier de la piste DFCI avec le maître d'ouvrage PIDAF et le ou les exploitants forestiers.
- Respecter les modalités d'évacuation des bois établies avec le maître d'ouvrage PIDAF et autres gestionnaires de voirie.

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)

- Partager son expertise de la forêt privée varoise
- Participer à la réunion annuelle et informer les participants sur les coupes prévisionnelles **publiques/privées**, en lien avec l'ONF
- Prioriser les secteurs de mise en route de ces démarches, en lien avec les participants.
- Appuyer les démarches d'animation foncière en forêt privée.
- Rappeler la **réglementation** en matière de **documents** de gestion forestière (PSG, RTG...).
- **Promouvoir** la gestion forestière durable auprès des propriétaires privés et les encourager à planifier la gestion de leur propriété dans des documents de gestion durable (plan simples de gestion notamment)

Les maîtres d'ouvrage PIDAF

- ❑ Informer, suffisamment tôt, les signataires sur les travaux de mise en conformité des bandes de sécurité DFCI et d'ouverture de piste pouvant faire l'objet d'opérations groupées de **coupes** de bois.
- ❑ Favoriser des projets de coupes groupées afin de promouvoir la gestion forestière en appui des coupures de combustible et permettre la synchronisation des opérations d'exploitation avec les interventions en entretien du PIDAF.
- ❑ Accompagner les échanges entre professionnels de la forêt et propriétaires forestiers voisins de la piste DFCI concernée.
- ❑ Organiser la préparation de la piste en amont du chantier et la remise en état en aval (réfection piste, broyage de rémanents **coordonnés** avec les exploitants).
- ❑ Définir et communiquer les prescriptions techniques d'utilisation de la piste DFCI et de remise en état après chantier, lors de la concertation préalable et dans certains cas, les préconisations environnementales identifiées dans le PIDAF.
- ❑ Préciser les consignes d'alerte en cas de dégradation sur les pistes DFCI, pendant la durée du chantier.
- ❑ Établir un état des lieux avant et après chantier avec les responsables d'exploitation forestière.

Gestionnaires et responsables d'exploitations en forêt privée

- ❑ Informer le maître d'ouvrage PIDAF de tout projet de chantier de coupe sur piste DFCI.
- ❑ Sur la base des coupes groupées retenues en réunion de programmation, proposer des coupes adjacentes en forêt privée.
- ❑ Coordonner le calendrier d'exploitation avec le maître d'ouvrage PIDAF et l'ONF.
- ❑ Garantir la signature d'un contrat de commercialisation de bois avec le propriétaire forestier - type contrat Fibois Sud - établissant les responsabilités de chacun, notamment en matière de dégradation des pistes de desserte.
- ❑ Réaliser un état des lieux avant et après chantier de la piste DFCI avec le maître d'ouvrage PIDAF et l'exploitant forestier.
- ❑ Identifier les documents de gestion durable obligatoires et en initier l'élaboration, si nécessaire.
- ❑ Mutualiser (autant que possible) l'exploitation et la commercialisation des bois avec les intervenants de la forêt publique, pour un meilleur bilan économique du chantier.
- ❑ Respecter les modalités d'évacuation des bois établies avec le maître d'ouvrage PIDAF et autres gestionnaires de voirie.
- ❑ Assurer une traçabilité renforcée sur les volumes de bois prélevés, tout au long du chantier.

Les acheteurs de bois

- ❑ Se coordonner avec les autres partenaires du projet.
- ❑ Participer à l'état des lieux avant et après chantier de la piste DFCI, avec le maître d'ouvrage PIDAF.
- ❑ Garantir le respect, par les transporteurs mandatés, des modalités d'évacuation des bois établies avec le maître d'ouvrage PIDAF et autres gestionnaires de voirie.
- ❑ Garantir le respect, par les transporteurs mandatés, des règles d'usage de la voirie et des démarches de demande d'autorisation de passage via la plateforme internet du Département.

Fransylva 83

(Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs du Var)

- ❑ Appuyer les démarches d'**animation** foncière en forêt privée.
- ❑ Promouvoir la gestion forestière auprès des propriétaires privés.
- ❑ Promouvoir la signature de la Charte de confiance de Fibois Sud.

Exploitants forestiers et Entrepreneurs de Travaux Forestiers

- ❑ Se coordonner avec le maître d'ouvrage PIDAF, préalablement à tout chantier de coupe utilisant une piste DFCI.
- ❑ Réaliser un état des lieux avant et après chantier de la piste DFCI, avec le maître d'**ouvrage** PIDAF.
- ❑ Garantir la signature d'un contrat de commercialisation de bois avec le propriétaire forestier - type contrat Fibois Sud - établissant les responsabilités de chacun, notamment en matière de dégradation des pistes de desserte.
- ❑ Signaler toutes dégradations de piste au MO PIDAF pendant le chantier, même celles qui ne sont pas de son fait.
- ❑ Respecter les préconisations techniques d'utilisation de la piste communiquées préalablement par le maître d'ouvrage PIDAF.
- ❑ Respecter les modalités d'évacuation des bois **établies** avec le maître d'ouvrage PIDAF et autres gestionnaires de voirie.
- ❑ Respecter les préconisations de la Charte de confiance Fibois Sud.

Le Département du Var








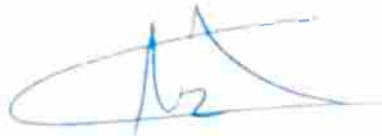
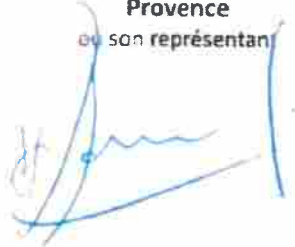



- ❑ Faire connaître, suffisamment tôt, aux signataires la programmation des travaux de mise en conformité des bandes débroussaillées sur les routes départementales, pouvant se prêter à l'organisation d'une opération de coupe groupée.
- ❑ Étudier, en fonction de ses contraintes budgétaires, le financement des actions d'animation auprès des propriétaires de forêt privée, pour les intégrer à la démarche de coupe groupée.
- ❑ Identifier préalablement les itinéraires de sortie des bois possibles sur la voirie départementale et rédiger les éventuelles autorisations de **passage**, en lien avec les collectivités territoriales concernées.
- ❑ Prévoir une éventuelle intervention de la régie départementale pour préparer la piste DFCI au passage des engins et/ou pour la remettre en état après chantier, en fonction des priorités de la programmation d'intervention pour la DFCI.
- ❑ Contribuer à l'identification des opportunités d'exploitations groupées autour des pistes DFCI lors des comités de massifs.
- ❑ Co-organiser annuellement, avec l'association des Communes Forestières du Var (Cofor 83), une réunion de retour d'expérience de la démarche, réunissant l'ensemble des signataires.

Association des Communes Forestières du Var (Cofor 83)


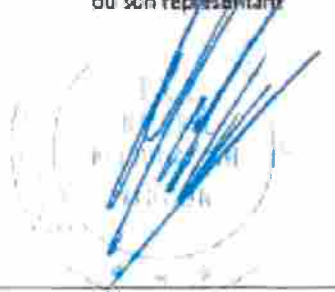

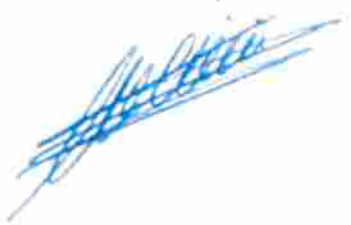
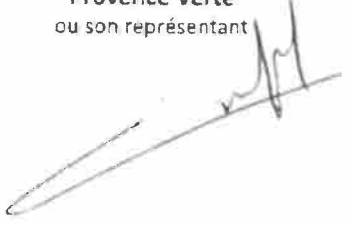







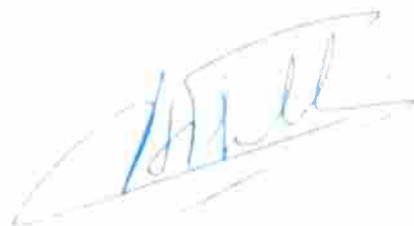
- ❑ Contribuer au recueil et à l'analyse des possibilités de coupes groupées en lien avec les divers partenaires signataires.
- ❑ Co-organiser annuellement, avec le Département du Var, une réunion de retour d'expérience de la démarche.
- ❑ Jouer un rôle de facilitateur auprès des élus et des MO PIDAF.



SIGNATAIRES

<p>M. le Préfet du Var ou son représentant</p> 	<p>M. le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant</p> 	<p>M. le Président du Conseil Départemental du Var ou son représentant</p> 
<p>M. le Président des Communes Forestières du Var - Agence des Politiques Énergétiques du Var ou son représentant</p> 	<p>M. le Directeur de l'Office National des Forêts ou son représentant</p> 	<p>M. le Président du Centre National de la Propriété Forestière ou son représentant</p> 
<p>M. le Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de Fransylva Var ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de Forêt Modèle de Provence ou son représentant</p> 
<p>M. le Président de Fibois Sud- Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant</p> 	<p>M. le Directeur de la centrale Sylviana - IDEX ou son représentant</p> 	<p>M. le Directeur de la SEBSO - Fibre Excellence ou son représentant</p> 

Les territoires porteurs d'une politique forestière

<p>Mme. la Présidente du Parc National de Port-Cros ou son représentant</p> 	<p>M. le Président du Parc Naturel Régional du Verdon ou son représentant</p> 	<p>M. le Président du Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume ou son représentant</p> 
<p>M. le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou son représentant</p>	<p>M. le Président de Dracénie Provence Verdon Agglomération ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de Estérel Côte d'Azur Agglomération ou son représentant</p>
<p>M. le Président de l'Agglomération Provence Verte ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de la Communauté de ou son représentant <i>PO de Vice Président délégué à l'entretien de forêt et protection contre les incendies.</i></p>  <p>Thomas DOMBRY</p>	<p>M. le Président de la Communauté de Communes Coeur du Var ou son représentant</p> 
<p>M. le Président de la Communauté de Communes Méditerranée Portes du Maures ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de la Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon ou son représentant</p> 
<p>Mme. la Présidente de la Communauté de Communes Sud Sainte-Baume ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau ou son représentant</p> 	<p>M. le Président de la Communauté de Communes Provence Verdon ou son représentant</p> 

M. le Président du Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel ou son représentant 	Mme. la Présidente du Syndicat du Massif des Maures ou son représentant 	
---	--	--

Les Gestionnaires et experts forestiers		
M. le Président de l'ASL suberaie varoise ou son représentant 	M. le Président de la Coopérative Provence Forêt ou son représentant 	M. le Directeur de Enviroforesterie - Fibre Excellence ou son représentant  Thomas PETREAU
M. François Joliclercq Environnement Gestion Aménagement François JOLICLERCQ Signature numérique de François JOLICLERCQ Date : 2023.09.23 10:14:57 +02'00'	M. Nicolas Luigi Avisilva Avisilva - Nicolas LUIGI La Pinède 16 avenue de la tranquillité 04860 PIERREVERT 	M. Jérôme Boléa Cabinet forestier Jérôme Boléa 
M. le Directeur d'Alcina ou son représentant PD. Sébastien DIET 	M. Claude GIOANNI Société du Canal de Provence Société du Canal de Provence  Claude GIOANNI	M. le Président de l'association Maures Bois Énergie ou son représentant 

M. Eric DE CICCO
AFA Energie Bois

Eric De Cicco





ANNEXES

- Exemple d'état des lieux avant chantier - CD83
- Préconisations techniques d'utilisation des pistes DFCI - CD83
- Charte de confiance - Fibois Sud
- Contrat de vente de bois sur pied - Fransylva 83
- Guide de rédaction du contrat de vente de bois sur pied - Fibois Sud

UTILISATION DE PISTES DFCI POUR ACCÉDER A LA RESSOURCE FORESTIÈRE
ETAT DES LIEUX INITIAL N°.....

EXPLOITANT / TRANSPORTEUR

Nom : N° SIREN :

Adresse :

Téléphone : Mail :

PROPRIÉTAIRE(s) :

Adresse(s) :

Téléphone : Mail :

DATE DE LA RENCONTRE :**DATES DU CHANTIER :****PRÉSENT POUR LE MO PIDAF :**

M.

Tél :

PRÉSENT POUR L'EXPLOITANT / TRANSPORTEUR :

M.

Tél :

PRÉSENT POUR LE PROPRIÉTAIRE FORESTIER :

M.

Tél :

PRÉSENT POUR LE GESTIONNAIRE FORESTIER :

M.

Tél :

ITINÉRAIRE D'ACCÈS

Commune (s) de :

RD :

Voirie multimodale (entre la RD et la piste)

Piste DFCI (N° et noms) :

N° de parcelle :

Catégorie 1 (6m) ☐ Catégorie 2 (4m) ☐**POINTS SENSIBLES A PRENDRE EN COMPTE** (A reporter sur une CARTE avec des photos)Réseaux : Eau potable ☐ Électricité ☐ Téléphone ☐ Gaz ☐ Autres ☐Ouvrages d'art et passages délicats (ex : voirie multimodale) ☐Périmètres de captage d'eau potable ☐Ruisseaux ☐Zones sensibles : ZNIEFF ☐ EBC ☐ Natura 2000 ☐ Sites classés/ inscrits ☐ Arrêté Biotop ☐ Réserve nationaleAutres ☐Itinéraires de randonnée identifiés ☐Signalétique et installations ☐Accès à la place de dépôt ☐

Autres ☐

ÉTAT GÉNÉRAL DE LA PISTE ENTRE LA COUPE ET LE DÉPÔT (au regard des normes DFCI) :

Très bon ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Mauvais ☐

Date de la dernière réfection de la piste Opérateur :

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES (A reporter sur une CARTE avec des photos)

Désignation (piste n°, portion n°, ...)	Observations	Consignes
Piste n° XXX :	Ex :Chemin en terre. Nombreuses ornières de plus de 30 cm de profondeur	Ne pas circuler par sol détrempé
Piste n° XXX :	Ex :Chemin empierré. Environ 10 trous de moins de 30cm de diamètre et moins de 10 cm de profondeur	

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Fait àle

M	M	M
M	M	M

DESTINATAIRES : ☐ MO PIDAF ☐ Exploitant / Transporteur ☐ Propriétaire ☐ Gestionnaire

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES (Suite) (A reporter sur une CARTE avec des photos)

[illegible]

UTILISATION DES PISTES DFCI POUR ACCÉDER A LA RESSOURCE FORESTIERE

PRÉCONISATIONS TECHNIQUES D'UTILISATION DES PISTES DFCI AU REGARD DES ENJEUX DFCI

NB : Les pistes DFCI (défense des forêts contre l'incendie) sont avant tout des ouvrages de lutte contre l'incendie. Leur utilisation pour la gestion forestière est **autorisée** à condition que celle-ci ne génère aucun dommage et qu'elle se fasse dans le strict respect des préconisations ci dessous.

Lors des chantiers forestiers **utilisant** une piste DFCI, un contrat de vente de bois est à **prévoir**.

Cadre réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/06/2018 réglementant dans le département du Var,

la pénétration dans les massifs forestiers, la circulation et le stationnement sur certaines voies les desservant (...)

- **Article 4 :** « La circulation et le stationnement de tout véhicule sur les voies à usage DFCI non ouvertes à la circulation publique, **identifiées** par un panneau portant leur numéro DFCI, listées en annexe 1 du présent arrêté, sont interdits toute l'année »
- **Article 5 :** « Pour les personnes autorisées à y circuler (propriétaires et ayants droits) l'utilisation de voies à usage de DFCI se fera sous leur propre responsabilité. Ils devront s'assurer que l'utilisation qu'ils en font n'apporte aucun dommage à ces voies ».

QU'EST CE QU'UNE PISTE DFCI ?

Les pistes DFCI sont des voies de circulation au sein des massifs forestiers, destinées aux véhicules et personnels chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies. Elles sont répertoriées au sein d'un Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagements Forestiers (PIDAF).

Elles se matérialisent par une bande de roulement et des aménagements divers : aires de croisements, aires de retournement, citernes, ... Elle sont identifiées à chaque entrée de piste, par des panneaux B0, accompagnés de la mention « DFCI », du nom et du numéro de la piste.

En règle général, elles prennent le statut de voies spécialisées non ouvertes à la circulation publique (panneau B0 du Code de la route) sur lesquelles, seuls sont autorisés à circuler, les services bénéficiaires, les propriétaires des fonds et leurs ayants droit.

I- PRÉCONISATIONS D'UTILISATION DES PISTES DFCI PENDANT LE CHANTIER

L'exploitant/transporteur qui utilise une piste DFCI pour un chantier forestier, s'engage à respecter les préconisations d'utilisation ci **dessous** :

➤ Respecter les caractéristiques générales de la piste

- Ne pas déstabiliser la structure initiale des lieux (caractéristiques du tracé de la piste, de ses emprises, de son profil, nature des sols, murs de soutènement, restanques, ...)
- Maintenir la bonne régularité des écoulements d'eau
- **Maintenir** en état les panneaux de **signalisation** et autres équipements d'aménagement de la circulation
- Respecter l'interdiction de circulation des engins à pneus chaînés et des engins à chenilles sur les routes forestières revêtues, sauf dérogation expresse
- **Respecter** les prescriptions environnementales pour circuler dans les zones sensibles (Natura 2000, Réserve naturelle nationale, zones tortues, ...)
- Limiter au strict minimum l'entretien des matériels mécaniques en forêt, au profit d'un entretien hors forêt en atelier ou sur site aménagé. Si toutefois une intervention doit être réalisée en forêt, prendre alors toutes les mesures de précaution qui s'imposent (éloignement des cours d'eau, fossés et plans d'eau, dispositif de récupération des déchets...)

- Ne pas entraver la circulation sur les voies par des dépôts de matériaux

Dans tous les cas, stocker les remanents :

- en dehors des zones débroussaillées, des pistes DFCI et des pourtours de citernes
- en dehors des fossés de drainage, des cours d'eau, des mares, ... et tout autre point d'intérêt écologique majeur
- en dehors des sentiers pédestres, équestres, cyclistes, et des emplacements aménagés pour l'accueil du public

➤ Prendre en compte les conditions climatiques avant de circuler

- Ne pas circuler sur la piste **en** cas de fortes pluviosités de durée prolongée susceptibles d'affecter gravement l'état des voies et chemins utilisés. La durée de vigilance est strictement limitée au temps **nécessaire** pour permettre le resuyage des voies et terrains concernés
- En période estivale, respecter les restrictions temporaires de circuler et d'utiliser des machines et engins pouvant déclencher un départ de feu en fonction du niveau de risque « feu de forêt » fixé quotidiennement par la Préfecture du Var (cf Arrêté préfectoral du 21/06/2018)

➤ Maintenir le statut de piste non ouverte à la circulation publique

- Mettre en place une signalisation temporaire spécifique sur les voies d'accès au chantier, y compris aux aires d'entreposage des bois, afin d'avertir que l'accès à ces zones est dangereux et interdit au public (Décret n° 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles)
- **Maintenir** la possibilité de circuler sur les routes et chemins forestiers pour les ayants-droit ainsi que les services de lutte contre l'incendie, notamment en prenant soin de n'y apporter aucune entrave durable à la circulation (sauf contraintes techniques spécifiques et convenues)
- Disposer des panneaux de signalisation aux deux extrémités **indiquant** la fermeture de la voie, quand cette mesure est **indispensable**
- En cas d'interruption de chantier ou en fin de chantier : remettre en place les dispositifs de fermeture à la circulation publique (barrières, blocs...)

II- PRÉCONISATIONS DE REMISE EN ÉTAT DES PISTES APRÈS CHANTIER ET AVANT LA SAISON ESTIVALE

La **remise** en état des pistes DFCI est impérative après chantier ou avant l'été si le chantier n'est pas terminé à ce moment là. Elle doit prioritairement s'attacher à être en phase avec les **besoins** de la DFCI.

Ainsi, l'**exploitant/transporteur** qui utilise une piste DFCI pour un chantier **forestier** s'engage à respecter les préconisations de remise en état ci dessous, en fin de chantier ou, dans tous les cas, avant la mi-juin (en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur)

- Si la structure a, malgré tout, été déstabilisée, la rétablir à l'identique
- Nivelier les ornières et rétablir les renvois d'eau **initialement** présents
- Évacuer les déchets de chantier, retirer les éventuels remanents tombés sur la piste et les bandes débroussaillées
- Redonner de la visibilité aux itinéraires de randonnée et leurs balisages (pédestre, équestre, VTT...)
- Réparer les dommages causés aux aires et **équipements** d'accueil, aux points paysagers remarquables ou sensibles : en cas d'équipement, de mobilier ou de revêtement particulier, l'**intervenant** doit se conformer aux techniques et matériaux préexistants (restitution à l'identique).
- Sur les emplacements des places de dépôt : enlever les remanents de gros diamètres, rétablir les divers équipements tels que barrières, fossés, busages, bornages, panneaux, blocs de pierre...

*NB : Ces **prescriptions** générales seront à compléter de **prescriptions spécifiques** liées aux caractéristiques de la ou des piste(s) utilisée(s), qui pourront être consignées dans l'état des lieux initial*

Fait à : le :

M Exploitant	M Transporteur	M Gestionnaire	M Propriétaire	M MO PIDAF
-----------------------	-------------------------	-------------------------	-------------------------	---------------------



FIBOIS SUD

PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Charte de confiance de la récolte de bois en Provence-Alpes-Côte d'Azur



La charte de confiance de la récolte de bois est le résultat d'un travail conduit par Fibois Sud, l'interprofession régionale de la filière Forêt-Bois de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle a été conçue par un groupe de travail animé par Fibois Sud composé de représentants des propriétaires forestiers, des acheteurs récoltants et de la première transformation de la région. Elle a été validée par un comité de pilotage composé de représentants des organisations de l'amont de la filière.

Objectifs

Issus d'une **volonté** commune des **acteurs** de l'amont forestier, de la récolte de bois et de la première **transformation**, les objectifs de la charte de confiance sont :

- 1 - d'**améliorer** la confiance entre les **propriétaires** et les **récoltants**,
- 2 - de faciliter et d'accroître la mise en marché de bois local dans le respect de la gestion durable des forêts,
- 3 - de valoriser le professionnalisme des **entreprises** qui se sont engagées formellement à en **respecter** les **dispositions**.

Un niveau de qualité supplémentaire

La charte de confiance est complémentaire :

- de toutes les **dispositions** légales que tout **professionnel** et tout propriétaire est tenu de **connaître** et de respecter,
- des **systèmes** de **certification** de **gestion** durable des forêts (par exemple PEFC, FSC...) qui n'abordent pas les aspects contractuels des travaux forestiers et de la vente de coupes de bois.

L'adhésion à cette charte par une entreprise de la filière (**experts**, gestionnaires, récoltants, acheteurs de bois sur pied ou bord de route, **entrepreneurs** de travaux forestiers, **transporteurs**, scieurs, industriels...) est gratuite et volontaire.

Promotion et communication

Fibois Sud et les organisations de la **filière signataires** s'engagent à la **promouvoir** et inciter les **propriétaires** et les **gestionnaires forestiers** à contractualiser en priorité avec les **entreprises adhérentes** à la charte.

On trouvera notamment sur le site internet www.fibois-paca.fr :

- la charte avec ses mises à jour et évolutions **validées** par le Comité de Pilotage,
- la liste des **entreprises adhérentes signataires**,
- la liste des **organisations** adhérentes signataires,
- la **composition** du Comité de Pilotage,
- des **modèles** de contrats,
- la liste et le rôle des **organismes représentant** les acteurs de la filière
- une base de données des « bonnes pratiques » et des liens **permettant** d'accéder à des informations **techniques** et **réglementaires** utiles.

Engagements communs à tous les acteurs signataires de la charte de confiance

Contractualiser par écrit toute relation commerciale

Toutes les relations commerciales doivent obligatoirement faire l'objet d'un contrat écrit en bonne et due forme, daté et signé par les parties avant le commencement de toute opération.

Fibois Sud met à disposition des modèles de contrat type validés par les organismes représentatifs de la filière.

Travailler en priorité avec les adhérents signataires de la charte

Vérifier lors d'une première relation, puis régulièrement, leur présence sur la liste en ligne sur le site de Fibois Sud. Rappeler à chaque occasion l'intérêt d'adhérer à un syndicat professionnel ou un organisme membre de Fibois Sud.

Se tenir informé des réglementations et les respecter

Notamment et de façon non exhaustive :

- Le Code Forestier
- Le Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) qui a pour objet de lutter contre la circulation des bois issus d'une récolte illégale
- Le Code du Travail (travail illégal, levée de présomption de salariat...)
- Les règles d'hygiène et de sécurité (équipements de protection individuelle, fiche chantier, panneaux de chantier réglementaires, organisation des secours...)
- La réglementation en vigueur concernant les accès aux massifs, le transport des bois et l'utilisation des pistes
- Les réglementations en lien avec la protection de l'environnement

Veiller à ce que ces réglementations soient connues et respectées de ses sous-traitants éventuels (Entreprise de Travaux Forestiers, transporteurs...) et, en règle générale, de tous les intervenants sous sa responsabilité.

Être à jour de toute obligation légale et fiscale.

Adhérer à un organisme de certification de gestion durable des forêts

Pour adhérer à la présente charte de confiance, les entreprises d'exploitation forestière (**récoltants**) et les usagers finals (scieries, industriels...) devront adhérer à un organisme de certification de gestion durable et en fournir la preuve tous les ans à la date anniversaire de leur adhésion.

Par dérogation, les Entreprises de Travaux Forestiers devront être certifiées dans un délai maximum de deux ans lors de leur **adhésion** à la charte. Elles devront ensuite satisfaire à l'obligation de preuve exprimée ci-dessus.

Pour adhérer à la charte, les propriétaires forestiers disposant d'un Document de Gestion Durable (DGD) devront s'engager à adhérer à un organisme de certification dans un délai maximum de deux ans à partir de l'approbation de leur DGD.

Processus de médiation

Fibois Sud a mis en place un processus de médiation pour régler les conflits éventuels dont le premier niveau consiste à ce que les parties concernées s'adressent à leurs syndicats professionnels qui tenteront de régler le conflit à l'amiable à l'échelon de proximité le plus adapté. Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Comité de Médiation de la charte, composé des organisations signataires, sera saisi par les syndicats professionnels et pourra aller jusqu'à l'exclusion d'un adhérent.



Engagements spécifiques du propriétaire et/ou de son gestionnaire forestier

En adhérant à la charte de confiance, le propriétaire forestier confirme qu'il s'est engagé à gérer sa forêt durablement et à la régénérer conformément au Schéma Régional de Gestion Sylvicole.

En signant un contrat de récolte de bois avec un récoltant, le propriétaire (ou son gestionnaire mandaté) doit s'assurer :

- que tous les éléments qui sont de sa **responsabilité** y sont bien précisés (il lui appartient de récolter toutes les informations pouvant faciliter la **préparation** et le bon déroulement du chantier et les mettre à la **disposition** de l'acheteur),
- que ses **exigences** et ses souhaits y ont bien été exprimés et **acceptés** par le récoltant signataire

Le vendeur reconnaît ainsi avoir correctement décrit la coupe, ses contraintes, ses attentes et ses exigences

En cas de transmission de la propriété en cours de contrat, par vente, donation ou succession, le contrat devra être **annexé** à l'acte notarié constatant la transmission.

Informations impératives

- Existence éventuelle d'un **Document de Gestion Durable** (DGD ou **aménagement**) agréé.
- Délimitation précise de la coupe (**limites** et **numéros** des parcelles cadastrales ou forestières, mode de martelage : arbres à récolter et/ou arbres à conserver...).
- Garantie que la coupe en objet du contrat est en **conformité** avec la législation forestière et que toutes les **autorisations** et déclarations requises et **nécessaires** à son **exploitation** ont été demandées et obtenues.
- Les **conditions** d'accès à sa (ses) parcelle(s) et de sortie des bois.
- Les modalités et exigences de l'exploitation, du dépôt des bois et les éventuelles contraintes particulières (**données** en lien avec les **infrastructures** ou installations particulières pouvant être impactées ou pouvant constituer un risque : zones de forte pente, lignes électriques, canalisations d'eau, passages de buses, terrasses, murets, ponts, **patrimoine** historique, culturel, architectural, paysages à **protéger**, sentiers de randonnées à préserver...).

- Informer tous les propriétaires concernés ou locataires de l'utilisation de la voirie et des places de dépôt ou autres infrastructures et s'assurer que toutes les autorisations nécessaires ont été obtenues.

Informations et attentes souhaitables

- **Données environnementales** : classement des parcelles (EBC, site classé...), périmètres de **protection** (Natura 2000, ZNIEFF, APB, PNR, **Réserve** ou Parc National, captage d'eau, zone humide, cours d'eau, espèces et habitats protégés, périodes de reproduction et de nidification...).
- **Adhésion** à un système de certification de gestion durable.
- Prise en **compte** de la régénération naturelle (limiter le nombre de **traines**, préservation de bouquets de régénération, préparation de la régénération...), contraintes paysagères (lisières, surface en coupe rase...), **consignes** liées à la biodiversité (arbres morts, contrats Natura 2000...).
- Périodes et délais d'exploitation, de stockage, d'enlèvement des produits, périodes d'interdiction éventuelles.
- Mode de facturation, mode de paiement, paiement de la CVO.
- Objectifs du propriétaire sur le lot vendu : revenu **économique**, **amélioration** du peuplement, plantation, **enrichissement**, **régénération**, coupe sanitaire, **réduire** le risque incendie, débroussaillage, sylvo-pastoralisme, expérimentation...

Lors de sa présence sur le chantier, le propriétaire, son gestionnaire et, en règle générale toute autre personne, est tenue de porter un équipement de protection individuelle respectant les normes.



Engagements spécifiques du récoltant forestier

En adhérant à la charte, le professionnel récoltant forestier s'est engagé à respecter les exigences contractuelles exprimées par le vendeur, à satisfaire au mieux ses attentes dans les limites légales, économiques et techniques les plus raisonnables et à essayer de régler à l'amiable tout litige éventuel.

Il s'engage à expliciter tous les termes spécifiques aux opérations de récolte à son client.

Contrat écrit

En signant le contrat le récoltant :

- S'assure de disposer de l'ensemble des données environnementales fournies par le propriétaire, à les compléter si besoin et à en prendre la responsabilité.
- S'assure que le propriétaire vendeur a bien compris tous les termes et engagements du contrat et que toutes les ambiguïtés ont été levées.
- Devient alors « propriétaire de la coupe et des bois identifiés » dont il devra régler le montant prévu. Il assume dès la signature l'ensemble des risques sur la coupe, y compris en cas de tempête, incendie, vol de bois...
- Réalise dans le cas d'une vente à l'unité de produit, un état contradictoire des quantités à l'issue de l'exploitation, ou lors de chaque enlèvement par l'acheteur, et signe un **procès-verbal** de réception, éventuellement assorti de réserves. La quantité qui y sera portée **proviendra** soit d'une pesée sur la bascule de l'unité de transformation destinataire (avec copie des bons de pesée ou du journal de livraison), soit d'une mesure bord de route **effectuée** sur la place de dépôt dans l'unité convenue conformément aux dispositions du contrat.

Le récoltant reconnaît ainsi bien connaître la coupe tant en qualité qu'en quantité, et l'avoir agréée.

Bonnes pratiques

- Le récoltant certifie qu'il exécute sous sa seule responsabilité le chantier d'exploitation, conformément aux dispositions du cahier des charges correspondant à une des certifications valides. En particulier, il utilise et fait utiliser par ses sous-traitants éventuels des huiles biodégradables. Il s'engage à respecter les sols et à prendre en compte les éléments climatiques, en particulier temps humides et risque incendie. Il informe le propriétaire et arrête l'exploitation si le sol ne permet pas le passage des engins sans faire de dégâts.
- Il est responsable, dans le cadre du contrat, du respect de la présente charte par ses sous-traitants.

- Il certifie qu'il respecte toutes les obligations légales liées à son **activité**. Il fournit au vendeur, avant le début des travaux, une attestation d'assurance **responsabilité** professionnelle **couvrant** les risques et dommages liés à l'exploitation, la vidange et l'enlèvement des bois dont il peut être tenu pour **responsable**.
- Il vérifie les **itinéraires** d'accès et de sortie des bois et les places de dépôt. Il contrôle les contraintes techniques ou **réglementaires** et, le cas échéant, communique ces informations aux autres prestataires.
- Il informe les collectivités locales et services de l'État de l'utilisation des pistes, de la voirie, places de dépôt ou autres infrastructures, et s'engage à obtenir les autorisations nécessaires pour utiliser ces **infrastructures**. Sur demande du propriétaire, d'une **collectivité** ou de l'État, un état des lieux contradictoire des parcelles, voiries empruntées, places de dépôt... qui précise les conditions de leur remise éventuelle en état initial, est établi.

Le récoltant veillera à ce que toute personne présente sur le chantier porte un équipement de protection individuelle réglementaire.

Valorisation

Dans la perspective d'une meilleure valorisation, le récoltant s'engage à favoriser le tri des bois selon la hiérarchisation des usages bois d'œuvre, bois d'industrie, bois-énergie et en tient compte lors de la fixation des conditions économiques du contrat.

